

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan
ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr

Ploufragan, le 01/09/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2025

Partie nominative

SARL FERMEL

LA VILLE ERMEL
PLESSALA
22330 Le Mené

Affaire suivie par : Olivier GALBIN
Téléphone :
Courriel : olivier.galbin@cotes-darmor.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0052203602

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 11/08/2025 de l'établissement SARL FERMEL implanté LA VILLE ERMEL PLESSALA 22330 Le Mené. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Olivier GALBIN, Elevages, Elevage-22, inspecteur de l'environnement
- Julie LAUMOND, Elevages, Elevage-22, inspecteur/trice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. SOULABAIL, gérant

Le courriel d'échange avec l'administration est claudio.soulabaille@wanadoo.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur bis	Approbateur

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 11/08/2025 de l'établissement SARL FERMEL implanté LA VILLE ERMEL PLESSALA 22330 Le Mené, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Stockage des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 34
- **Elimination des déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 35
- **Propreté des locaux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 10

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Propreté des locaux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 10

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 01/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL FERMEL

LA VILLE ERMEL
PLESSALA
22330 Le Mené

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052203602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2025 dans l'établissement SARL FERMEL implanté LA VILLE ERMEL PLESSALA 22330 Le Mené. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL FERMEL
- LA VILLE ERMEL PLESSALA 22330 Le Mené
- Code AIOT : 0052203602
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage porcin

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	
2	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Gestion des cadavres à améliorer :

- mettre le bouchon d'étanchéité et le couvercle sur le bac en présence de cadavres.
- Nettoyer et désinfecter le bac et la dalle bétonnée après chaque passage du service d'équarrissage.
- Appeler rapidement le service d'équarrissage en cas de mortalité. **Délai de 48 heures maximum.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de 3 porcs charcutiers dans le bac d'équarrissage : le bouchon d'étanchéité n'est pas mis et des écoulements se sont déversés sur la dalle béton. Présence d'une grande quantité de vers dans le bac et sous le bac sur la dalle. Le couvercle n'a pas été mis sur le bac. <p><u>Le Bac doit absolument être fermé en présence de cadavres : bouchon d'étanchéité et couvercle.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Non conforme : - Le service d'équarrissage doit être plus régulièrement appelé en cas de mortalité, notamment en période de fortes chaleurs. Un porc était mort depuis plus de 5 jours d'après vos déclarations. <u>Je vous rappelle que vous avez 48 heures maximum pour prévenir le service d'équarrissage.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Non conforme : <u>Le bac équarrissage et la dalle bétonnée doivent être nettoyés et désinfectés après chaque passage du service d'équarrissage.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective